

COUR SUPRÊME DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

ENTRE :

requérant

et

défendeur

REQUÊTE EN DIVORCE

PARTIE 1 : AVIS AU DÉFENDEUR

INFORMATION IMPORTANTE

DESTINATAIRE : (*insérer le nom du défendeur*)

Une demande de jugement de divorce a été présentée à votre encontre. Le requérant pourrait aussi formuler d'autres réclamations, comme spécifié dans cette requête en divorce.

SI VOUS CONTESTEZ UNE DEMANDE, VOUS DEVEZ DÉPOSER UNE DÉFENSE (formulaire 4) auprès de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

SI VOUS DÉSIREZ FORMULER VOUS AUSSI UNE DEMANDE, VOUS DEVEZ JOINDRE UNE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE (formulaire 5) À LA DÉFENSE et la déposer auprès de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LES DEMANDES mais voulez être averti des demandes de nature judiciaire ou des autres étapes de cette instance, vous devez déposer une DEMANDE D'AVIS (formulaire 6) auprès de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest.

VOUS DEVEZ SIGNIFIER LA DÉFENSE et toute REQUÊTE RECONVENTIONNELLE, ou la DEMANDE D'AVIS au REQUÉRANT, dans les délais suivants :

- Dans les 25 jours de la date où le présent document vous a été signifié dans les Territoires du Nord-Ouest;
- Dans les 30 jours de la date où le présent document vous a été signifié à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest mais à l'intérieur du Canada; ou
- Dans le délai précisé dans l'ordonnance de signification si vous avez reçu cette signification à l'EXTÉRIEUR du Canada.

SI VOUS OMETTEZ de déposer une DÉFENSE (et une REQUÊTE RECONVENTIONNELLE s'il y a lieu) ou une DEMANDE D'AVIS, et d'en signifier une copie au requérant, vous N'avez PAS le droit d'être avisé de tout nouvel acte de procédure dans cette instance; des ORDONNANCES PEUVENT ALORS ÊTRE RENDUES EN VOTRE ABSENCE ET EXÉCUTÉES À VOTRE ENCONTRE.

ADRESSE DE SIGNIFICATION DU REQUÉRANT :

PARTIE 2 : DÉTAILS DES DEMANDES DU REQUÉRANT

Redressement demandé par le requérant

1. Le requérant demande un jugement de divorce et les mesures de redressement suivantes :
(*choisir toutes les réponses qui conviennent*)

- Responsabilités décisionnelles à l'égard des enfants;
- Temps parental avec les enfants;
- Pension alimentaire pour enfants prescrite dans les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*;
- Pension alimentaire pour enfants d'un montant autre que celui prescrit dans les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*;
- Pension alimentaire pour époux;
- Égalisation des biens familiaux en vertu de la *Loi sur le droit de la famille*;
- Possession exclusive du foyer familial en vertu de la *Loi sur le droit de la famille*;
- Dépens;
- Autre (*préciser*).

Motifs du divorce :

2. Le requérant demande le divorce aux motifs suivants (*choisir toutes les réponses qui conviennent*) :

- Séparation : Les époux se sont séparés le (*insérer la date*) et (*choisir l'une des options suivantes*) :
- ils n'ont pas fait vie commune depuis cette date; **OU**
- ils ont repris la vie commune durant la(les) période(s) suivante(s) dans une vaine tentative de réconciliation (*fournir les dates*) :

_____ Adultère : Le défendeur a commis l'adultère le (*insérer la date*) sous forme d'un acte sexuel intime avec quelqu'un d'autre sans ma permission. **Nota : il n'est pas nécessaire de nommer l'autre personne, mais si vous la nommez, vous devez lui signifier cette requête.**

_____ Cruauté : Le défendeur a exercé une cruauté physique ou mentale sur le requérant telle que toute poursuite de la cohabitation est intolérable.

Réconciliation

1. Choisir **une** option :

_____ Il n'y a aucune possibilité de réconciliation.

_____ Les efforts de réconciliation suivants ont été entrepris (*fournir les détails*) :

Absence de collusion

2. Il n'y a eu ni complot ni entente, directe ou indirecte, entre le requérant et le défendeur visant à subvertir la justice, et pas non plus d'accord, d'arrangement ou d'entente destinée à fabriquer ou supprimer des éléments de preuve visant à tromper la Cour.

Information au sujet du mariage :

- a. Date du mariage : _____
- b. Lieu du mariage : _____
- c. Nom complet du requérant la veille du mariage : _____
- d. Nom complet du défendeur la veille du mariage : _____
- e. État civil la veille du mariage :
 - i. Requéant : _____ (*célibataire, divorcé, veuf*)
 - ii. Défendeur : _____ (*célibataire, divorcé, veuf*)
- f. Genre (sexe) la veille du mariage :
 - i. Requéant : (*préciser*) :
_____ *homme,*
_____ *femme,*
_____ *autre sexe,*
_____ *donnée non disponible*
 - ii. Défendeur : (*préciser*) :
_____ *homme,*
_____ *femme,*
_____ *autre sexe,*

_____ donnée non disponible

- g. Date de naissance du requérant : _____
- h. Lieu de naissance du requérant : _____
- i. Date de naissance du défendeur : _____
- j. Lieu de naissance du défendeur : _____
- k. Adresse du requérant : _____
- l. Adresse du défendeur : _____

Résidence du requérant ou du défendeur

- 3. Le requérant (*ou le défendeur*) a résidé ordinairement dans les Territoires du Nord-Ouest un an au moins immédiatement avant le jour où cette requête a été faite.

Renseignements sur les enfants

- 1. Choisir **une** option :

_____ Il n'y a pas d'enfants à charge (passer à « ententes précédentes »)

_____ Les noms et dates de naissance de tous les enfants à charge sont indiqués ci-dessous :

- 4. Le requérant sollicite une ordonnance de responsabilités décisionnelles pour les enfants suivants :

- 5. Le requérant sollicite une ordonnance de temps parental pour les enfants suivants :

- 6. Le requérant propose les arrangements parentaux suivants :

Arrangements financiers pour les enfants :

- 7. Choisir **une** option et fournir les détails :

_____ Le requérant propose les arrangements financiers suivants pour le soin et les aliments des enfants :

_____ Le requérant et le défendeur ont pris les arrangements financiers suivants pour le soin et les aliments des enfants :

Ententes précédentes

8. Choisir **une** option :

_____ Les détails de toutes les ententes écrites ou orales entre le requérant et le défendeur – au sujet de l’aide financière au requérant ou au défendeur, et du temps parental, des responsabilités décisionnelles et de l’aide financière aux enfants – sont comme suit :

_____ Il n’existe aucune entente de cette nature.

Renseignements sur d’autres ordonnances ou instances judiciaires

1. Choisir **une** option :

_____ Il n’y a pas eu d’autres instances judiciaires.

_____ Les détails de toutes les instances judiciaires qui concernent le mariage, l’aide financière au requérant ou au défendeur (ou aux enfants), le temps parental, le pouvoir décisionnel, la garde ou les visites aux enfants sont comme suit (*cocher tout ce qui convient*) :

_____ Instances/ordonnances en vertu de la *Loi sur le droit de l’enfance*;

_____ Instances/ordonnances en vertu de la *Loi sur le droit de la famille*;

_____ Instances/ordonnances en vertu de la *Loi sur les mesures de protection contre la violence familiale*;

_____ Instances/ordonnances/mesures/promesses/engagements relatifs à des questions de nature pénale;

_____ Instances/ordonnances/mesures en vertu de la *Loi sur les services à l’enfance et à la famille*;

_____ Autre (*préciser*).

Autres demandes

9. Si vous présentez **d’autres demandes**, par exemple l’égalisation des biens familiaux ou la possession exclusive du foyer familial, précisez-les **ici**.

CERTIFICAT DU REQUÉRANT

(À signer uniquement s'il n'y a pas d'enfant à charge)

Je soussigné _____ atteste à la Cour que je suis conscient des obligations suivantes que m'imposent les articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (Canada), et que je m'engage à ce qui suit :

- pratiquer les responsabilités décisionnelles, le temps parental ou le contact relatifs aux enfants d'une manière compatible avec leurs intérêts;
- faire de notre mieux pour protéger les enfants des conflits découlant de l'instance;
- tenter de recourir à un mécanisme de règlement des différends familiaux, dans la mesure où cela convient;
- fournir des renseignements complets, exacts et à jour en l'espèce;
- se conformer à toute ordonnance rendue en l'espèce.

Signature du requérant

Date

CERTIFICAT D'AVOCAT

(Non exigé si le requérant se représente lui-même)

Je soussigné(e), _____, avocat(e) du requérant, atteste que je me suis conformé(e) à l'article 7.7 de la *Loi sur le divorce* concernant la réconciliation et l'obligation de discuter et d'informer.

Signature de l'avocat(e)

Date

Signature de l'avocat(e) ou du requérant

Date

DÉLIVRÉ au bureau du greffier de la Cour suprême le

Date

Greffier de la Cour suprême

